

Comité des pratiques antidumping

**RAPPORTS SEMESTRIELS PRÉSENTÉS AU TITRE
DE L'ARTICLE 16.4 DE L'ACCORD**

Révision

1. Les Membres qui ont présenté des rapports semestriels, des rapports indiquant qu'aucune action n'a été menée, ou des notifications uniques, depuis la dernière version du document, sont indiqués en **caractères gras**. Des rapports semestriels sur les actions antidumping menées pendant la période du **1^{er} juillet au 31 décembre 2023** ont été reçus des Membres ci-après: Afrique du Sud¹; Arabie saoudite, Royaume d'²; Argentine; Arménie³; Australie; Bahreïn, Royaume du²; Botswana⁴; Brésil; Canada; Chine; Colombie; Corée, République de; Égypte; Émirats arabes unis²; Eswatini⁴; États Unis; Fédération de Russie³; Inde; Indonésie; Japon; Kazakhstan³; Koweït, État du²; Lesotho⁴; Malaisie; Maroc; Mexique; Namibie⁴; Oman²; Pakistan; Paraguay; Pérou; Philippines; Qatar²; République Kirghize³; Royaume Uni; Taipei chinois; Thaïlande; Türkiye; Ukraine; **Union européenne** et Viet Nam.

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas mené d'actions antidumping pendant la période considérée:

Costa Rica
Honduras
Israël⁵
Jamaïque
Jordanie

Madagascar
Monténégro
Nicaragua
Nouvelle Zélande⁵

Macédoine du Nord
Norvège
Panama
République dominicaine⁵

3. Aucun rapport n'a été reçu des Membres ci-après, qui ont notifié leurs autorités compétentes: Albanie; Bangladesh; Bolivie, État plurinational de; Chili; El Salvador; Équateur; Fidji; Géorgie; Ghana; Guatemala; Maurice; Moldova, République de; Nigéria; Ouganda; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Samoa; Singapour; Trinité-et-Tobago; Tunisie; Uruguay; Venezuela, République bolivarienne du; et Zimbabwe.

4. Aucun rapport n'a été reçu des Membres ci-après, qui n'ont pas notifié leurs autorités compétentes: Guinée-Bissau; Îles Salomon; Libéria; Niger; Sénégal; Sierra Leone; Tadjikistan; Togo; et Yémen.

5. Les Membres ci-après ont présenté une notification unique au titre de l'article 16.4 et 16.5 de l'Accord ([G/ADP/19](#), 3 novembre 2009): Afghanistan; Angola; Antigua-et-Barbuda; Barbade; Belize; Bénin; Brunéi Darussalam; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodge; Cameroun; Congo; Côte d'Ivoire; Cuba; Djibouti; Dominique; Gabon; Gambie; Grenade; Guinée; Guyana; Haïti; Hong Kong, Chine; Islande; Kenya; Liechtenstein; Macao, Chine; Malawi; Maldives; Mali; Mauritanie; Mongolie; Mozambique; Myanmar; Népal; Papouasie-Nouvelle-Guinée; République centrafricaine; République

¹ Membre de la SACU. Toutes les actions antidumping sont menées dans l'ensemble de la SACU.

² Membre du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Toutes les actions antidumping sont menées dans l'ensemble des pays du CCG.

³ Membre de l'Union économique eurasiatique (UEE). Toutes les actions antidumping sont menées dans l'ensemble des pays de l'UEE.

⁴ Membre de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Toutes les actions antidumping sont menées dans l'ensemble des pays de la SACU. Les membres de la SACU sont en train d'établir leurs propres autorités chargées des enquêtes, comme l'exige l'Accord de la SACU de 2002.

⁵ Ces membres ont notifié des droits définitifs en vigueur dans les documents: [G/ADP/N/391/DOM](#), [G/ADP/N/391/ISR](#) et [G/ADP/N/391/NZL](#).

démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Rwanda; Saint-Kitts-et-Nevis; Sainte-Lucie; Seychelles; Sri Lanka; Suisse; Suriname; Tanzanie; Tchad; Tonga; Vanuatu; et Zambie.⁶

⁶ Voir la série de documents [G/ADP/N/193/...](#)